

Réveiller l'esprit de Ventotene

Un sommet européen à trois au lendemain du Brexit

Landry Charrier*

» En organisant le 26 août 2016 un mini-sommet européen à Ventotene, là où Altiero Spinelli (1907-1986) avait rédigé pendant la Seconde Guerre mondiale un manifeste en faveur de l'Europe, Angela Merkel, François Hollande et Matteo Renzi entendaient envoyer un signal fort à l'Union Européenne.



Mini-Gipfel mit Symbolkraft

Italiens Ministerpräsident Matteo Renzi, Bundeskanzlerin Angela Merkel und der französische Staatspräsident François Hollande (v. r. n. l.) trafen sich am 26. August 2016 nach dem Brexit-Votum auf der kleinen italienischen Insel Ventotene, um im kleinen Kreis über die Zukunft der Europäischen Union ohne Großbritannien zu beraten.

An dem symbolträchtigen Ort im tyrrhenischen Meer hatte der von Mussolini inhaftierte Widerstandskämpfer und spätere Europa-Politiker Altiero Spinelli 1941 sein Manifest *Für ein freies und vereintes Europa* verfasst, in dem er die Krise des europäischen Nationalstaates beschrieb und die Schaffung einer europäischen Föderation als deren Lösung sah. Die gemeinsame Pressekonferenz, bei der es u. a. um Fragen der Sicherheit, Wirtschaft und Kultur ging, fand – auch das ein Symbol – auf dem italienischen Flugzeugträger *Garibaldi* statt, der im Rahmen der *Operation Sophia* Flüchtlingsschleuser im Mittelmeer bekämpft.

Für unseren Autor war das Treffen auch im Hinblick auf den EU-Gipfel einen Monat später in Bratislava ein Schritt in die richtige Richtung.

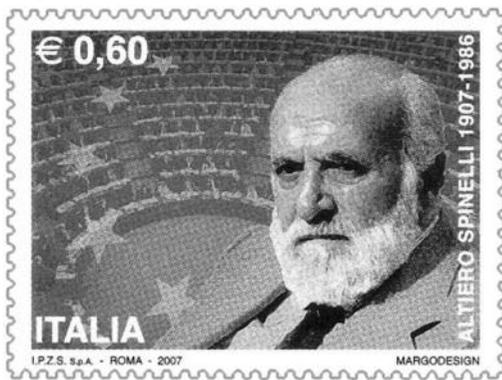
Red.

« *Je suis arrivé à la conviction que toute l'activité de l'homme civilisé est une construction audacieuse et frêle au-dessus d'un gouffre* », écrivait Altiero Spinelli dans une lettre du 18 mars 1945 à Albert Camus. De l'audace, il lui en avait fallu pour rédiger, quatre ans plus tôt, un texte dont les historiens aiment à dire qu'il constitue « *l'acte de naissance du fédéralisme européen* » (Bertrand Vaysière).

Embastillé sur l'île de Ventotene, petit caillou de la mer Tyrrhénienne transformé en prison par Mussolini, Spinelli vivait depuis de nombreuses années à l'isolement. Arrêté à Milan le 3 juin 1927, il avait d'abord été condamné à 16 ans et 8 mois de prison par le Tribunal de Sûreté de l'Etat. Au printemps 1937, au lieu d'être libéré – des amnisties partielles le permettaient –, il avait été relégué à Ponza puis transféré en juin 1939 à

* Landry Charrier est maître de conférences habilité en civilisation des pays germaniques à l'université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand. Il est rattaché au Centre d'Histoire « Espaces et Cultures ».

Ventotene. Cette expérience de la captivité n'affecta en rien sa volonté d'influer sur son époque. Écrit sur du papier à cigarettes et caché dans le faux fond d'une boîte en fer, son manifeste en est une parfaite illustration. Le document, élaboré en collaboration avec Ernesto Rossi, lui aussi victime des foudres de Mussolini, impressionne par le volontarisme dont il est empreint. Il témoigne d'une prise de conscience mûrie dans la seconde moitié des années 1930 et renforcée, « *par la débâcle de tous les Etats de l'Europe continentale, l'un après l'autre, sous les coups de Hitler* » (Spinelli, 1981).



Rompant avec l'esprit trop souvent « intellectueliste » de l'entre-deux-guerres, le texte entend exploiter les possibilités politiques offertes par la période de renouveau qui s'ouvrira après la chute des régimes totalitaires. Le constat de départ est simple : les cadres politiques nationaux sont des « *faiseurs de soldats* », des briseurs de libertés individuelles. Il convient donc de créer un nouveau système par le recours rapide, « *dès notre propre génération* », à une « *action révolutionnaire* » qui permettra non seulement de sortir la civilisation européenne de la crise dans laquelle est plongée mais aussi, de faire face à la montée en force des puissances extra-contininentales. Pour Spinelli, seule une « *réorganisation de type fédéral* » était capable d'apporter les garanties nécessaires au succès de telles ambitions : « *le chemin à parcourir n'est pas facile, ni sûr, mais il faut le parcourir, et il le sera !* », lançait-il à la fin de son plaidoyer, insistant par la même occasion sur les risques auxquels l'Europe était exposée dans le cas où elle persisterait dans son état de morcellement.

Le texte fut diffusé à partir du mois de juillet 1941 sur le continent sous un titre programmatique : *Pour une Europe libre et unie. Projet de manifeste*. C'est Ursula Hirschmann, femme d'Eugenio Colorni, emprisonné à Ventotene depuis janvier 1939, qui servit d'intermédiaire. Hirschmann, activiste juive d'origine germano-italienne, avait obtenu le droit de vivre sur l'île avec son mari et ses filles : « *elle pouvait aller et venir entre l'île, Rome et Milan et c'était notre messagère* », se souvenait Alterio Spinelli dans une interview datée de 1981. Edité clandestinement par Eugenio Colorni en janvier 1944, avec deux autres des essais de Spinelli (*Les Etats-Unis d'Europe et les différentes tendances politiques ; Politique marxiste et politique fédéralistes*), le manifeste put, à partir de ce moment, être lu par des cercles un peu plus importants – même si encore restreints – de résistants italiens, notamment à Rome, Milan et Turin. Entre-temps, ses idées avaient essaimé et impulsé une dynamique d'abord limitée à une vingtaine de personnes mais qui, les mois passant, gagna en envergure et accoucha en 1946 d'un rassemblement appelé à devenir le plus actif groupe de pression européenne de l'après-guerre : l'Union européenne des fédéralistes (UEF).

En tant que tel, le symbole du sommet de Ventotene était parfaitement choisi : l'esprit du célèbre européen, le chantre de l'innovation, le détracteur de l'immobilisme, devait souffler sur cette rencontre et inspirer aux trois chefs d'Etat et de gouvernement un nouvel élan, sans les Britanniques cette fois. Une visite sur sa tombe devait parachever la scène. Il ne s'agissait pas de se réclamer de l'héritage idéologique de l'homme (qui plus est à un moment où les peuples semblent particulièrement hostiles à un approfondissement du processus d'intégration européenne), mais bien d'apporter des réponses concrètes aux exigences du moment. Altiero Spinelli aurait apprécié. Se retrouver à Ventotene devait aussi donner à voir que l'Europe était déterminée à prendre à bras le corps les problèmes qui se posent à l'Italie depuis que la route des Balkans a été fermée. Enfin, cela devait être un moyen de recomposer l'image d'un continent uni malgré les crises – le maître-mot de la décennie qui vient de s'écouler – et de relativiser la fracture entre une Europe du nord prospère et une

Europe du sud enlisée dans ses difficultés économiques (à défaut de pouvoir combler celle qui partage l'ouest de l'Europe de sa partie est).

Dans le bon sens

Plusieurs propositions ont émergé des discussions que Merkel, Hollande et Renzi ont menées sur le navire amiral *Garibaldi*, un bâtiment largement impliqué dans l'opération *Sophia* actuellement en cours en Méditerranée et que les autorités italiennes avaient arrimé au large de la petite île pour l'occasion :

- sur le plan de la sécurité : renforcer la surveillance des frontières extérieures de l'Union européenne ; faire avancer la coopération européenne en matière de défense ; intensifier l'échange de données intra-européen ainsi que la politique de développement en direction des pays du Sahel (Niger, Mali), particulièrement concernés par les phénomènes migratoires.
- sur le plan économique : stimuler la croissance en augmentant les investissements en matière d'économie numérique, parallèlement à un élargissement des engagements du plan Juncker.
- sur le plan culturel : en plus du projet annoncé par Matteo Renzi (faire de l'île de Santo Stefano, située à 2 km à l'est de Ventotene, un campus européen de haut-niveau tourné vers l'étude des questions ayant trait à l'espace méditerranéen), encourager les flux d'étudiants en Europe via un élargissement du programme Erasmus dont on fêtera le 30^e anniversaire en 2017.

Quelques journalistes ont eu beau jeu de critiquer l'initiative franco-germano-italienne, arguant qu'elle accoucherait d'une souris. Il semble pourtant qu'en l'état actuel des choses, les dirigeants européens, du moins ceux qui souhaitent (encore) travailler à un projet commun, avancent sur un chemin de crête et que toute annonce imposant de remettre à plat les traités serait immanquablement vouée à l'échec. Le constat est d'autant plus évident quand on sait les échéances électorales des prochains mois, que ce soit en Italie (fin 2016), en France (printemps 2017) ou en Allemagne (automne 2017), et la popularité de celles et ceux qui y sont au pouvoir. Dans cette perspective, il est indéniable que les propositions

faites à Ventotene vont dans le bon sens. Elles s'inscrivent dans une logique du possible, écartant les sujets qui fâchent (répartition des migrants, respect des règles budgétaires...) au profit d'une démarche conciliante, à même d'apporter des réponses aux attentes des citoyens, et de leur montrer que l'Europe reste un projet d'avenir et qu'elle peut les protéger. Les discussions franco-allemandes du début du mois septembre 2016, en marge des 25^{es} rencontres d'Evian, entendaient conforter cette dynamique : « *chaque mois, il faut que nous puissions témoigner de succès en la matière* », a annoncé la chancelière Angela Merkel dans la conférence de presse qu'elle a donné avec le président François Hollande.

Si la rencontre informelle de Bratislava du 16 septembre a déçu par la timidité avec laquelle elle s'est emparée de la question pourtant cruciale des migrants – Matteo Renzi et Victor Orbán l'ont fait savoir sans s'embarrasser de circonlocutions –, elle a eu ceci de positif qu'elle a inscrit dans son agenda une part importante du projet présenté par le trio Merkel-Hollande-Renzi. Deux jours plus tôt, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, avait annoncé la couleur, s'efforçant lui aussi de parer au plus pressé pour restaurer la cohésion et sortir l'Union de la crise d'acceptation qui la gangrène depuis de nombreuses années, dans les faits depuis l'abandon du projet de traité constitutionnel et les difficultés entourant l'adoption du traité de Lisbonne : « *Notre Union européenne ne va pas bien. Nous devons changer cela, et c'est maintenant que nous devons le faire* », déclara le président de la Commission sur un ton grave, tranchant avec son style d'ordinaire volontiers lyrique.

« *Bratislava est le début d'un processus* », souligne la feuille de route adoptée dans la capitale slovaque. Il reste maintenant à espérer que le volontarisme d'Alterio Spinelli inspire l'Europe et que la conscience de partager un destin commun prime les jeux politiques simplistes (mais au combien efficaces en ces temps d'incertitudes) faisant de l'Union européenne la cause de tous les maux des Etats-membres. Les conseils européens des prochains mois seront l'occasion de faire un bilan d'étape et le 60^e anniversaire des traités de Rome en mars 2017 le moment de tirer des conclusions.